

Lutte de classe

Abolition sans condition du CNE-CPE-LMD !

D'un côté, il y a le ministère de l'Éducation nationale, certains recteurs (Nanterre, La Sorbonne), la police, l'UNI, relégués par les médias aux ordres, qui tentent de minimiser l'ampleur de la mobilisation contre le CNE-CPE. Ils mentent, truquent...

Lors d'une conférence de presse donnée à l'issue du VI^e conseil des ministres franco-allemand, Chirac a apporté son soutien à de Villepin :

« Il va de soi que je soutiens totalement et sans réserve l'action conduite par le Premier ministre et par le gouvernement français, notamment en ce qui concerne ce problème si délicat auquel tous les gouvernements européens sont confrontés et qui est celui de l'intégration des jeunes, l'emploi des jeunes ». C'était la moindre des choses.

Peu de temps auparavant, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, de Villepin entonnait l'éternel refrain hypocrite et populiste : *« le CPE est un contrat utile, qu'il va créer des emplois pour les jeunes en difficulté, »*, a-t-il dit. Un contrat utile pour les patrons, assurément, une véritable catastrophe pour l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs en vérité.

Lundi, deux autres organisations patronales, la CGPME et l'Union professionnelle artisanale (UPA), avaient apporté leur soutien au chef du gouvernement. Quant à la présidente du Medef, Laurence Parisot, *« elle s'est efforcée de proposer une issue en appelant à une réforme globale du marché du travail »*, d'après le correspondant de l'agence Reuters à Paris, en d'autres termes : la liquidation pure et simple du Code du travail.

Du côté du capital, jusque là tout est dans l'ordre des choses... ou presque, car ça coince !

Édouard Balladur juge nécessaire, dans une interview publiée par *Les Echos*, de *« rassurer »* les jeunes et de compléter la loi en précisant notamment *« les obligations de motivation du licenciement »*, ce qui d'une certaine manière reviendrait à enterrer le CPE.

Patrick Devedjian a pour sa part jugé sur LCI qu'*« Il aurait évidemment été préférable que le dialogue soit préalable »*, et d'ajouter : *« Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire et dès lors que le Premier ministre ouvre la voie à des ajustements, le dialogue social peut avoir un vrai contenu. »*, juste après que le chef du gouvernement a martelé sur TF1 que *« La loi qui a été votée s'appliquera »*, se disant prêt à *« aller plus loin »*, comme le réclame la présidente du Medef.

Le lendemain de la prestation télévisée de de Villepin, quelques titres de la presse bourgeoise : il *« plie mais ne cède pas »* (France-Soir), il *« se barricade »* (Libération) ou il *« joue à quitte ou double »* (Le Parisien).

Daniel Cohn-Bendit s'inquiète pour sa part de *« la perte d'encore plus d'autorité »* du gouvernement (Reuters 13 mars). Ce qui inquiète ce fieffé réactionnaire, ce n'est pas l'avenir de la jeunesse, mais *« la perte d'autorité »* du gouvernement à qui il apporte une nouvelle fois son soutien, le contraire nous aurait étonné.

Allons donc voir ce qui se passe de l'autre côté de la barricade, du côté des organisations, des travailleurs et de la jeunesse.

Lundi, le président de l'université de Bordeaux III a demandé le retrait du contrat, rejoignant ses confrères de Toulouse II et de Nantes, qui ont réclamé la suspension du CPE.

Plusieurs milliers de jeunes ont encore convergé vers la Sorbonne, depuis son évacuation musclée par les CRS samedi. Neuf personnes ont été interpellées au cours de l'après-midi autour de l'université, indiquait la préfecture de police de Paris.

L'Unef a fait état de 59 universités en grève, contre 50 lundi, sur les 84 que compte le pays, dont 38 totalement bloquées.

Laurent Fabius a estimé sur Europe 1 qu'il y avait « *des risques d'affrontements très sérieux* » et souhaité l'ouverture d'une concertation avec les organisations étudiantes et les syndicats pour aboutir à un dispositif « *vraiment utile* » pour les jeunes sans qualification.

Le mot des lâches et des traites est lâché : « *concertation* » qui rime avec entente cordiale comme chacun le sait. Le seul contrat de travail « *vraiment utile* » pour les jeunes et l'ensemble des travailleurs, c'est le contrat de travail à durée indéterminée s'appuyant sur le Code du travail !

Quand la gauche caviar fait de la récupération aux portes de la morgue.

Lang appelle Chirac et le gouvernement à organiser des élections législatives anticipées après avoir expliqué que la majorité parlementaire actuelle est « *quasiment morte* ». Il oublie simplement que le gouvernement est minoritaire et illégitime depuis le 29 mai 2005, et que la majorité parlementaire qui a soutenu le traité constitutionnel européen, dont l'immense majorité des députés du PS, fait aussi partie des cadavres !

N'est-ce pas grâce au soutien incondicional que le PS apporte au gouvernement Chirac de Villepin qu'il est toujours en place ?

N'est-ce pas grâce à la soumission du PS au gouvernement et à l'Union européenne que Chirac - de Villepin ont pu lancer cette offensive sans précédent contre les droits des travailleurs et de la jeunesse ?

Pour le politologue Dominique Reynie, interrogé par *Le Parisien*, Dominique de Villepin a « *sous-estimé* » l'usure du pouvoir, la réforme du CPE est « *la réforme de trop* » et « *c'est toute la droite qui est affaiblie* ». Trop c'est trop, c'est le moins qu'on puisse dire !

Il arrive toujours un moment où la quantité se transforme en qualité, où le mécontentement se transforme en mobilisation, et dans certains cas, la mobilisation se transforme en affrontement direct avec le pouvoir, en révolution sociale...

Ne sombrons pas à notre tour dans le trade-unionisme ou le réformisme vulgaire.

La question essentielle n'est pas de changer le gouvernement par un autre, la question n'est pas d'élire des députés fantoches qui une fois élus s'allongeront devant le Medef et l'Union européenne, la question déterminante n'est-elle pas d'en finir avec les institutions de la Ve république qui garantissent la pérennité du système économique capitaliste à l'origine de toutes les contre-réformes ?

A l'heure où les masses se mobilisent et se dressent contre le pouvoir et l'État, notre devoir n'est-il pas de favoriser cette prise de conscience ?

La rupture avec la politique mise en oeuvre par les différents gouvernements depuis 25 ans, la rupture avec l'Europe de Maastricht ne passe-t-elle pas avant tout par la rupture avec le capitalisme ?

Du côté des dirigeants syndicaux, comme d'habitude les déclarations contradictoires se suivent et se ressemblent.

Dans un communiqué la CGT déclare que « *le retrait du CPE n'est pas négociable* », ce que nous ne cessons de répéter, pour expliquer ailleurs... le contraire : « *Tous ensemble, jeunes et familles, salariés, retraités et chômeurs, nous obtiendrons le retrait du CPE, du contrat nouvelle embauche (CNE) et plus généralement une grande négociation sociale pour faire reculer la précarité du travail et obtenir une sécurité sociale professionnelle* », cette dernière signifiant l'individualisation du contrat de travail et donc la liquidation du Code du travail, revendication qui a déjà les faveurs du Premier ministre.

Pour Jean-Claude Mailly « *Force ouvrière est disposée à discuter et négocier sur les questions relatives à l'emploi des jeunes, qu'elles concernent la formation, la précarité* » mais « *cela ne peut se faire qu'une fois le CPE retiré* ». « *retiré* » ne veut pas dire abandonné ou aboli, la nuance est de taille.

Pour la FSU, les propositions de de Villepin sur TF1 ne font « *au mieux que limiter les dégâts* », encore un effort messieurs les bureaucrates, et le licenciement sans justification contenu dans le CPE deviendra un dégât « collatéral » !

Quant au président de la confédération des cadres CFE-CGC, Bernard van Craeynest, il a estimé avec une pointe de regret mal dissimulée que « *l'intervention de Dominique de Villepin, à contre-temps et à contre-courant, ne permet pas d'inverser la vapeur.* », laissant entendre qu'il en aurait été autrement en d'autres circonstances, qui sait demain ?

Cette grotesque cacophonie qui accompagne et encadre les journées d'action à répétition, dont celles programmées le 16, puis le 18 mars, n'a qu'un but : tenter de désamorcer la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse, éviter à tout prix que l'unité qui a commencé à se réaliser entre les travailleurs, les étudiants et les lycéens ne se focalise contre le pouvoir et l'État, tout faire pour empêcher que ne se réalise la grève générale jusqu'à satisfaction de **TOUTES** nos revendications.

Les jeunes sont en première ligne dans ce combat, ce qui étonnent un bon nombre d'éminences grises, sociologues à la noix, politologues véreux et autres commentateurs et intellectuels gagnés à la pensée unique.

Bien entendu, avec le CPE il s'agit directement de leur avenir, mais comment expliquer qu'ils aient réussi à se mobiliser en submergeant provisoirement les obstacles dressés sur leur chemin ?

Les médias et les discours politiques qu'ils véhiculent pour le compte du gouvernement n'ont pas autant d'influence sur les jeunes que sur les travailleurs. Peu de jeunes regardent le journal télévisé de 20 heures, peu lisent des journaux.

Ils réagissent davantage spontanément à l'actualité sociale et politique. Pour un jeune, une injustice est une injustice, on peut l'appeler comme on voudra, cela ne changera rien à sa conviction.

On dit aussi que les jeunes sont impatientes, mais dans ce cas précis, c'est plutôt une qualité qu'un défaut.

Il faudrait ajouter que les jeunes ont l'impression de ne rien avoir à perdre, ils n'ont aucun engagement financier à honorer, à l'inverse de leurs parents qui croulent sous les dettes et des contraintes de toute sorte...

Le capitalisme a décidé de les brider, de les mater, d'en faire des esclaves dociles, taillables et corvéables à merci, mais c'est mal connaître la jeunesse.

Certains commentateurs ont affirmé aussi, prenant leurs désirs pour la réalité, que la prolongation du conflit contre le CPE jouerait en faveur du gouvernement. Ils ont dû forger leurs convictions sur la capacité des appareils des organisations à dévoyer le mouvement en cours.

Mais si nous nous penchons sur ce qui s'est passé lors de la campagne sur le traité constitutionnel européen, plus les partisans du oui se lançaient dans des explications aussi invraisemblables que mensongères pour convaincre les électeurs de voter oui, plus le non se renforçait, pour finalement l'emporter.

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas des demeurés comme le laissent penser les médias et le gouvernement. Plus le gouvernement est obligé de s'expliquer sur le CNE-CPE, plus il se découvre, plus il se fragilise, moins son discours devient crédible, plus il devient clair pour chaque lycéen, étudiant ou travailleur que de Villepin leur ment effrontément et se contredit, le tout contribue à renforcer la détermination de chaque lycéen, étudiant ou travailleur à continuer le combat jusqu'au bout, jusqu'au retrait définitif, à l'abandon du CNE-CPE.

Il faut imposer à l'ensemble des organisations la grève générale et une manifestation unitaire centrale et nationale devant l'Assemblée nationale pour en finir avec le CNE-CPE-LMD, pour en finir avec les institutions réactionnaires de la Ve République, pour la satisfaction de toutes nos revendications.

(sources Internet : AFP, Reuters, Le Monde)